

GENERAL
ASSEMBLYASSEMBLEE
GENERALE

ORIGINAL: FRENCH

PROJET DE CONVENTION SUR LE CRIME DE GENOCIDE

Note du Secrétaire général

1. L'Assemblée générale, au cours de la seconde partie de sa première session, le 11 décembre 1946, a adopté la résolution n° 96 (I)

"L'ASSEMBLEE GENERALE

.....
CHARGE le Conseil économique et social d'entreprendre les études nécessaires en vue de rédiger un projet de convention sur le crime de génocide, qui sera soumis à l'Assemblée générale lors de sa prochaine session ordinaire".

2. Le Conseil économique et social a adopté dans sa séance du 6 août 1947, lors de sa cinquième session, la résolution dont la teneur suit :

"LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

"CONSIDERANT la résolution 96 (I) de l'Assemblée générale du 11 décembre 1946, et

"TENANT COMPTE du paragraphe (b) de la résolution 47 (IV) du 28 mars 1947, qui prévoit la présentation au Conseil économique et social au cours de sa cinquième session, d'un projet de convention sur le crime de génocide 'après avoir consulté la Commission de l'Assemblée générale chargée d'étudier le développement progressif du droit international et sa codification, et, si possible, la Commission des droits de l'homme, et après avoir invité tous les gouvernements des Etats Membres à exprimer leur avis sur cette question,

"PRENANT ACTE du fait que la Commission de l'Assemblée générale chargée d'étudier le développement progressif du droit international et sa codification, ainsi que la Commission des droits de l'homme, n'ont pas procédé à l'examen du projet de convention sur le crime de génocide préparé par le Secrétariat et que les remarques des gouvernements des Etats Membres sur ce projet de convention ne sont pas parvenues à temps au Conseil économique et social pour qu'il puisse les examiner au cours de sa cinquième session.

"DEMANDE aux gouvernements des Etats Membres, étant donné l'urgence de la question, de faire parvenir au Secrétaire général, aussitôt que possible, leurs observations sur le projet de convention préparé par le Secrétariat et à eux transmis par lettre du Secrétaire général en date du 7 juillet 1947;

"CHARGE le Secrétaire général de recueillir ces observations;

RECEIVED

35p
SEP 1947
UNITED NATIONS

"DECIDE d'informer l'Assemblée générale qu'il se propose de poursuivre l'examen de la question aussi rapidement que possible sous réserve de nouvelles instructions de l'Assemblée générale, et

"TRIE le Secrétaire général de transmettre entre temps à l'Assemblée générale le projet de convention sur le crime de génocide préparé par le Secrétariat conformément au paragraphe (a) de la résolution du Conseil du 28 mars 1947 en y joignant les observations des gouvernements des Etats Membres qui seront parvenues assez tôt pour être transmises à l'Assemblée générale".

3. En se conformant à la demande exprimée par le Conseil économique et social, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le texte ci-dessous du projet de convention sur le crime de génocide, préparé par le Secrétariat.* Le Secrétaire général transmettra ultérieurement à l'Assemblée générale les observations qu'il pourrait recevoir des gouvernements des Etats Membres.

* Le projet de convention, accompagné de notes du Secrétariat a déjà été distribué aux gouvernements des Etats Membres comme document E/447.

PROJET DE CONVENTION
CONCERNANT LA PREVENTION ET LA REPRESSION
DU GENOCIDE

PREAMBULE

Les Hautes Parties Contractantes déclarent que le génocide, qui est la destruction intentionnelle d'un groupe humain, constitue un défi à la conscience universelle, inflige à l'humanité des pertes irréparables en la privant des apports culturels et autres des groupes détruits, et contredit violemment l'esprit et les fins des Nations Unies.

1. - Elles font appel à la solidarité des membres de la communauté internationale pour lutter contre ce crime odieux.
2. - Elles proclament que les actes de génocide visés par la présente convention constituent des crimes contre le droit des gens dont la prévention et la répression répondent à une exigence fondamentale de la civilisation, de l'ordre international et de la paix.
3. - Elles s'engagent à prévenir et à réprimer lesdits actes quel qu'il soit le lieu de leur commission.

Article I

Définitions générales

(Des groupes
protégés)

- I. Le but de la présente convention est d'empêcher la destruction des groupes humains d'ordre racial, national, linguistique, religieux ou politique.

(Les actes
constitutifs
du génocide)

II. Dans la présente convention, le génocide s'entend des faits criminels commis contre un des groupes humains précédemment énumérés dans le but de le détruire totalement ou partiellement ou d'entraver sa conservation ou son développement.

Ces faits consistent :

1° - A provoquer la mort des membres du groupe ou à porter atteinte à leur intégrité ou à leur santé par les moyens suivants :

- a) Massacres collectifs ou exécutions individuelles;
- b) Soumission à des conditions de vie telles que, faute de logement, d'habillement, de nourriture convenable, d'hygiène et de soins médicaux, ou par l'effet de travail ou d'exercices physiques excessifs, les individus sont voués à dépérir ou à mourir;
- c) Mutilations et expériences biologiques imposées sans but curatif;
- d) Privation de tout moyen d'existence par confiscation, pillage, interdiction de travailler, refus du logement et des approvisionnements accessibles aux autres habitants du territoire.

2° - A mettre obstacle aux naissances par les moyens suivants :

- a) Stérilisation des individus et avortements forcés;
- b) Séparation des sexes;
- c) Entraves au mariage.

3° - A détruire les caractères spécifiques du groupe par les moyens suivants :

- a) Transfert forcé des enfants dans un autre groupe humain;
- b) Eloignement forcé et systématique des éléments représentatifs de la culture du groupe;
- c) Interdiction d'employer la langue nationale, même dans les rapports privés;
- d) Destruction systématique des livres imprimés dans la langue nationale ou des ouvrages religieux, ou interdiction d'en faire paraître de nouveaux;
- e) Destruction systématique ou désaffectation des monuments historiques et des édifices du culte, destruction ou dispersion des documents et des souvenirs historiques, artistiques ou religieux et des objets destinés au culte.

Article II

(Des faits punis)

I. Sont également considérés comme crimes de génocide :

1° - La tentative du génocide;

2° - Les actes préparatoires suivants :

- a) Les études et recherches destinées à mettre au point les techniques du génocide;
- b) Le fait d'établir des installations, de fabriquer, de se procurer, de détenir ou de fournir des matériaux et produits, sachant qu'ils sont destinés à l'exécution des crimes de génocide;

c) Les instructions, ordres, consignes,
répartition des tâches en vue de l'exécution
du génocide.

II. Doivent être aussi punis :

- 1°- La participation intentionnelle aux actes de
génocide sous toutes ses formes;
- 2°- L'instigation directe publique aux actes de
génocide qu'elle soit ou non suivie d'effets;
- 3°- L'association ou toute forme d'entente en vue
de l'accomplissement d'actes de génocide.

Article III

(De la punition
d'un fait
spécial)

Doivent être punis les propagandes publiques qui, par
leur caractère systématique et haineux, sont de nature à
conduire au génocide ou à le faire regarder comme une action
nécessaire, légitime ou excusable.

Article IV

(De la qualité
des coupables)

Les auteurs des actes de génocide seront punis, qu'ils
soient des gouvernants, des fonctionnaires ou des
particuliers.

Article V

(L'ordre de la loi
et le commandement
du supérieur
hiérarchique)

L'ordre de la loi ou le commandement des supérieurs
hiérarchiques ne constitue pas un fait justificatif.

Article VI

(La prévision du
génocide dans les
législations péna-
les nationales)

Les Hautes Parties contractantes doivent prévoir dans
leur législation pénale les actes de génocide visés aux
articles I, II et III, et les réprimer efficacement.

Article VII

(Universalité de
l'application de la
loi pénale nationale)

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à punir les auteurs d'actes visés par la présente convention trouvant sur un territoire soumis à leur contrôle, que soit leur nationalité ou le lieu de commission d'un crime.

Article VIII

(Extradition)

Les Hautes Parties Contractantes déclarent que le génocide ne doit pas être considéré comme un crime politique et qu'il donne lieu à l'extradition.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à accorder l'extradition pour actes de génocide.

Article IX

(Jugement du génocide
par une juridiction
internationale)

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à déférer à la juridiction internationale les auteurs d'actes de génocide visés par la présente convention dans les cas suivants :

- 1° - Si elles ne sont pas disposées, ni à les juger elles-mêmes en application de l'article VII, ni à les extraditer en application de l'article VII
- 2° - Si les actes de génocide ont été commis par des individus agissant comme organes de l'Etat, ou avec l'encouragement ou la tolérance de l'Etat

Article X

(Du tribunal international appelé à connaître du génocide)

Une alternative est proposée (voir appendices) :

1ère formule

La juridiction pénale prévue à l'article IX sera la Cour internationale qui aura reçu compétence générale pour juger les crimes internationaux.

2ème formule

Un tribunal international sera institué pour juger les crimes de génocide.

Article XI

(Dissolution des groupes et organisations ayant participé au génocide)

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à dissoudre les groupes ou organisations qui auront participé à la commission des faits de génocide visés aux articles I, II et III.

Article XII

(De l'action des Nations Unies pour prévenir ou faire cesser le génocide)

Indépendamment des mesures prévues aux articles précédents, si dans quelque partie du monde les crimes visés par la présente convention étaient commis, ou s'il y avait des raisons sérieuses de soupçonner qu'ils ont été commis, les parties à la convention saisiraient les organes compétents des Nations Unies pour que ceux-ci prennent les mesures nécessaires afin d'arrêter ou de prévenir lesdits crimes.

Lesdites parties feraient tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer l'efficacité de l'intervention des Nations Unies.

Article XIII

(Des réparations à
fournir aux victimes
du génocide)

Quand dans un pays le génocide sera commis par
un gouvernement ou par des éléments de la population
sans que le gouvernement ait réussi à s'y opposer d'une
façon efficace, l'Etat sera tenu de fournir aux survi-
vants du groupe humain victime du génocide, des répara-
tions dont la nature et le montant seront fixés par
les Nations Unies.

Article XIV

(Règlement des diffé-
rends relatifs à l'in-
terprétation ou à
l'application de la
convention)

Les différends relatifs à l'interprétation ou
à l'application de la présente convention, seront
soumis à la Cour internationale de Justice.

Article XV

(Langues - date
de la convention)

La présente convention dont les textes
et feront également foi,
portera la date du

Article XVI

(Quels Etats pourront
devenir parties à la
convention)

1ère formule

Moyens d'y devenir
partie)

1°- Il pourra être adhéré à la présente convention
au nom de tout Membre des Nations Unies ou de tout Etat
non membre auquel le Conseil économique et social aura
adressé une invitation.

2°- Les instruments d'adhésion seront transmis au
Secrétaire général des Nations Unies.

2ème formule

1°- La présente convention sera, jusqu'au.....
1948, ouverte à la signature au nom de tout Membre des
Nations Unies et de tout Etat non membre à qui le Con-
seil économique et social aura adressé une invitation.

La présente convention sera ratifiée, les instru-

ments de ratification seront transmis au Secrétaire général des Nations Unies.

2°- A partir du 1948, il pour être adhéré à la présente convention au nom de tout Membre des Nations Unies et de tout Etat non membre aura reçu l'invitation susmentionnée.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général des Nations Unies.

Article XVII

(Réserves)

(Aucune disposition n'est présentement proposée).

(Entrée en vigueur
de la convention)

1. La présente convention entrera en vigueur le vingt dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général des Nations Unies d'au moins adhésions (ou de ratifications ou adhésions).
2. Chaque adhésion (ou chaque ratification ou adhés qui interviendra après l'entrée en vigueur de la pré convention sortira ses effets des le quatre-vingt di jour qui suivra la date de sa réception par le Secré général des Nations Unies.

Article XIX

(Durée de la
convention -
dénonciation).

1ère formule

1°- La présente convention aura une durée de cin à partir de sa mise en vigueur.

2°- Elle restera en vigueur pour une nouvelle pé de cinq ans, et ainsi de suite, vis-à-vis des partie contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois moins avant l'expiration du terme.

3°- La dénonciation se fera par notification écr adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

2ème formule

La présente convention pourra être dénoncée par une notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies. Cette notification prendra effet un an après sa réception.

Article XX

(Abrogation de la convention)

Si, par suite de dénonciation, le nombre des Membres des Nations Unies et des Etats non Membres qui sont liés par la présente convention, se trouve ramené à moins de , la convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet.

Article XXI

(Révision de la convention)

Une demande de revision de la présente convention pourra être formulée en tout temps par tout Etat partie à la convention par voie de notification adressée au Secrétaire général.

Le Conseil économique et social décidera de la suite à donner à une telle demande.

Article XXII

(Notifications par le Secrétaire général)

Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera à tous les Membres des Nations Unies et aux Etats non membres visés à l'article XVI, les adhésions (ou les signatures, ratifications et adhésions) reçues en application de l'article XIX, l'abrogation de la convention opérée en vertu de l'article XX, les deman

de revisions de la convention formulée en application
de l'article XXI.

Article XXIII

(Dépôt de l'original
de la convention, envoi
de copies aux gouver-
nements)

1. Un exemplaire de la présente convention revêtu de
la signature du Président de l'Assemblée générale
et de celle du Secrétaire général des Nations Unies
sera déposée aux archives du Secrétariat.
2. Une copie certifiée conforme du texte sera
communiquée à tous les Membres des Nations Unies
ainsi qu'aux Etats non membres mentionnés à
l'article XVI.

Article XXIV

(Enregistrement de
la convention)

La présente convention sera enregistrée par
le Secrétaire général des Nations Unies à la date de
son entrée en vigueur.

ANNEXES CONCERNANT L'ARTICLE X *

ANNEXE I

INSTITUTION D'UNE COUR PENALE
INTERNATIONALE PERMANENTE POUR LA REPRESSION
DES ACTES DE GENOCIDE

Convention du
16 novembre 1937
(article 1 amendé)

Article 1

Il est institué une Cour pénale internationale en vue de juger dans les conditions ci-après spécifiées les individus accusés d'une infraction prévue dans la convention pour la prévention et la répression du génocide.

Convention du
16 novembre 1937
cf. article 2 et
article 25)

Article 2

1. Lorsqu'il s'agit d'actes de génocide commis par des individus agissant comme organes de l'Etat ou avec l'encouragement ou la tolérance de l'Etat, toute Haute Partie contractante ainsi que tout Etat ayant appréhendé sur son territoire ces individus, peut, s'il est disposé ni à extraditer ni à punir lesdits individus, demander au(1) de les déférer à la Cour.

2. L'acte par lequel un Etat demande au(1)

* Certains articles des annexes I et II sont la reproduction intégrale de la Convention du 16 novembre 1937 pour la création d'une Cour pénale internationale, d'autres reproduisent des articles de ladite convention avec des changements qui sont le plus souvent de pure forme.

Les numéros des articles de la Convention du 16 novembre 1937 qui ont été pris pour modèle ont été indiqués en marge. La mention "amendé" a été ajoutée quand la reproduction n'est pas intégrale et tout élément nouveau a été souligné.

(1) La demande serait adressée au Conseil économique et social ou au Conseil de sécurité des Nations Unies.

de déférer un accusé à la Cour doit contenir l'énoncé des charges principales et les éléments sur lesquels elles s'appuient.

3. Si le (1) estime devoir déférer l'accuser à la Cour, il désigne les personnes chargées de soutenir l'accusation.

4. Le (1) envoie à la Cour tous les dossiers contenant les éléments de conviction. La Cour est saisie par cette transmission.

Convention du
16 novembre 1937
(article 3)

Article 3

La Cour est constituée de façon permanente. Toutefois, elle ne se réunira que lorsqu'elle sera saisie d'une poursuite relevant de sa compétence.

Convention du
16 novembre 1937
(article 4 amendé)

Article 4

1. Le siège de la Cour est fixé (1)
2. La Cour, consultée par son Président, peut, pour une affaire déterminée, décider de se réunir ailleurs si l'Etat, sur le territoire duquel une telle réunion devra avoir lieu, y consent.

Convention du
16 novembre 1937
(article 5 abrégé)

Article 5

La Cour se compose de magistrats choisis parmi les juristes possédant une compétence reconnue en matière de droit pénal.

(1) La demande serait adressée au Conseil économique et social ou au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Convention du
16 novembre 1937
(article 6 amendé)

Article 6

La Cour se compose de sept juges titulaires et de sept juges suppléants appartenant chacun à une nationalité différente, sous réserve cependant que les juges titulaires et les juges suppléants doivent être des ressortissants des Hautes Parties contractantes.

Convention du
16 novembre 1937
(article 7 amendé)

Article 7

1. Tout Membre des Nations Unies et tout Etat non Membre à l'égard duquel la convention pour la prévention et la répression du génocide est en vigueur, pourra présenter deux candidats au plus aux fonctions de juge à la Cour. Une liste de tous les candidats ainsi présentés sera établie à cet effet.

2. La Cour internationale de Justice sera priée de choisir les juges titulaires et suppléants parmi les personnes ainsi présentées.

Convention du
16 novembre 1937
(article 8)

Article 8

Tout membre de la Cour doit, avant d'entrer en fonction, prendre en séance publique l'engagement solennel d'exercer ses attributions en pleine impartialité et en toute conscience.

Convention du
16 novembre 1937
(article 9)

Article 9

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent aux membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions, les privilèges et immunités diplomatiques.

Convention du
16 novembre 1937
(article 10 amendé)

Article 10

1. Le mandat des juges est de sept ans.
2. La Cour se renouvelle tous les deux ans à raison d'un membre titulaire et d'un membre suppléant.
3. Pour la première période de sept ans, l'ordre suivant lequel ce renouvellement aura lieu sera déterminé au moyen d'un tirage au sort au moment de la première élection.
4. Le mandat des juges peut être renouvelé.
5. Les juges restent en fonction jusqu'à leur remplacement.
6. Toutefois, après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils ont déjà été saisis.

Convention du
16 novembre 1937
(article 11 amendé)

Article 11

1. En cas de vacance d'un siège par expiration du mandat du titulaire ou pour toute autre raison, il y est pourvu conformément à l'article 7.
2. En cas de démission d'un membre de la Cour, la démission prendra effet au moment où la notification en sera reçue par le greffier.
3. En cas de vacance d'un siège se produisant plus de 1 an avant la date du renouvellement normal de ce siège, il ne sera pas pourvu à la vacance du siège avant ladite date.

Convention du
16 novembre 1937
(article 12)

Article 12

Un membre de la Cour ne peut être relevé de ses fonctions que si, au jugement unanime de tous les autres

membres, titulaires et suppléants, il a cessé de répondre aux conditions requises.

Convention du
16 novembre 1937
(article 13)

Article 13

Le juge nommé en remplacement d'un juge dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

Convention du
16 novembre 1937
(article 14 amendé)

Article 14

La Cour élit parmi ses membres son Président et son Vice-Président pour sept ans. En cas de vacance de la présidence ou de la vice-présidence, la Cour procède à de nouvelles élections qui peuvent avoir lieu par correspondance.

Convention du
16 novembre 1937
(article 15)

Article 15

La Cour établira elle-même un règlement pour son fonctionnement et sa procédure.

Convention du
16 novembre 1937
(article 17)

Article 16

Les archives de la Cour sont confiées au greffier.

Convention du
16 novembre 1937
(article 18 amendé)

Article 17

La Cour siège au nombre de sept membres.

Convention du
16 novembre 1937
(article 19 (1))

Article 18

Les membres de la Cour ne peuvent participer au jugement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus à un titre quelconque. En cas de doute la Cour décide.

Convention du
16 novembre 1937
(article 19 (2))

Article 19

Si pour une raison spéciale l'un des membres de la Cour estime ne pas devoir siéger dans une affaire déterminée, il en fait part au Président dès qu'il a été informé que la Cour est saisie de cette affaire.

Convention du
16 novembre 1937
(article 20 amendé)

Article 20

1. Si la présence de sept juges n'est pas assurée ce nombre est parfait par l'appel en fonction de juges suppléants dans l'ordre du tableau.

2. Le tableau est dressé par la Cour en tenant compte d'abord de la priorité de nomination et ensuite de l'ancienneté d'âge.

Convention du
16 novembre 1937
(article 21 amendé)

Article 21

1. En ce qui concerne l'application de la loi pénale du fonds, la Cour appliquera la loi du pays sur le territoire duquel l'infraction a été commise si ce pays est partie à la convention et dans le cas contraire la loi du pays qui a provoqué l'intervention de la Cour conformément à l'article 2.

2. Pour toutes contestations sur la question de savoir quelle est la loi pénale de fond à appliquer, la Cour statuera.

Convention du
16 novembre 1937
(article 22 amendé)

Article 22

Si la Cour est appelée conformément à l'article 21 à appliquer la loi d'un Etat qui ne compte pas de ressortissants parmi les juges siégeant dans l'affaire, elle pourra appeler à siéger à ses côtés, avec voix consultatives et à titre de juriste assesseur, un

jurisconsulte ayant une compétence reconnue en la
matière, ressortissant dudit Etat.

Convention du
16 novembre 1937
(article 26 (2))

Article 23

Toute personne qui a été lésée directement par
l'infraction pourra, si la Cour l'y autorise et dans
les conditions fixées par celle-ci, se constituer
partie civile; elle ne pourra prendre part au débat
que lorsqu'il s'agira pour la Cour de se prononcer sur
les dommages-intérêts.

Convention du
16 novembre 1937
(article 27)

Article 24

La Cour ne peut juger d'autres accusés que ce
qui lui ont été déférés, ni juger les accusés pour
d'autres faits que ceux en raison desquels ils lui o
été déférés.

Convention du
16 novembre 1937
(article 28 amendé)

Article 25

La Cour abandonnera la poursuite et ordonnera la
mise en liberté de l'accusé si l'accusation est
retirée par (+)

Convention du
16 novembre 1937
(article 29)

Article 26

1. Les accusés pourront se faire défendre par

(+) Le Conseil économique et social ou le Conseil de sécurité des Nations
Unies.

avocats faisant partie d'un barreau et agréés par la Cour.

2. Dans le cas où la défense ne serait pas assurée par un avocat choisi par l'accusé, la Cour désignera pour un accusé ou pour un groupe d'accusés, un défenseur d'office choisi parmi les avocats faisant partie d'un barreau.

Convention du
16 novembre 1937
(article 30)

Article 27

L'individu déféré pour un jugement à la Cour devra recevoir communication du dossier de l'affaire ainsi que du mémoire de la partie civile.

Convention du
16 novembre 1937
(article 31)

Article 28

1. La Cour décide si l'individu qui lui est déféré doit être mis ou maintenu en état d'arrestation. Elle fixe, le cas échéant, les conditions de sa mise en liberté provisoire.

2. Pour l'exécution de la prise de corps, l'Etat sur le territoire duquel siège la Cour mettra à la disposition de celle-ci un lieu d'internement approprié ainsi que le personnel de gardiens nécessaire.

Convention du
16 novembre 1937
(article 32)

Article 29

Les parties pourront proposer des témoins et experts à la Cour, sous réserve pour celle-ci de décider s'il y a lieu de les citer et de les entendre. La Cour pourra toujours, même d'office, procéder à l'audition d'autres témoins et experts. Il en sera de même pour tous les éléments de preuve.

Convention du
16 novembre 1937
(article 33)

Article 30

Les commissions rogatoires dont l'envoi serait jugé utile par la Cour seront transmises, selon les méthodes fixées par son règlement, à l'Etat compétent pour leur donner suite.

Convention du
16 novembre 1937
(article 34 amendé)

Article 31

Il ne pourra être procédé devant la Cour à aucun interrogatoire, à aucune audition de témoins ou d'experts ni à aucune confrontation qu'en présence des conseils de l'accusé, et des représentants du (*)

Convention du
16 novembre 1937
(article 35 (I))

Article 32

Les audiences de la Cour sont publiques

Convention du
16 novembre 1937
(article 36)

Article 33

Les délibérations de la Cour sont secrètes.

Convention du
16 novembre 1937
(article 37)

Article 34

Les décisions de la Cour sont prises à la majorité des juges.

Convention du
16 novembre 1937
(article 38)

Article 35

Tout arrêt de la Cour est motivé et lu en audience publique par le Président.

Convention du
16 novembre 1937
(article 39)

Article 36

1. La Cour statuera sur les confiscations et

(*) Le Conseil économique et social ou le Conseil de sécurité.

restitutions éventuelles.

2. La Cour pourra prononcer contre les individus qui lui ont été déférés des condamnations à des dommages-intérêts.

3. Les Hautes Parties contractantes sur le territoire desquelles se trouvent des objets à restituer ou des biens appartenant aux condamnés sont tenues de prendre toutes mesures prévues par leurs propres lois afin d'assurer l'exécution de ces condamnations.

4. Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent aussi lorsqu'il s'agit du recouvrement des peines pécuniaires prononcées par la Cour, ou des frais de procédure.

Convention du
16 novembre 1937
(article 40 amendé)

Article 37

1. Les peines privatives de liberté seront exécutées par les Hautes Parties contractantes que la Cour désignera après avoir pris son assentiment. L'Etat qui aura saisi le (x) conformément à l'article 2 ne pourra refuser son assentiment.

2. La Cour déterminera l'affectation des amendes.

Convention du
16 novembre 1937
(article 41 amendé)

Article 38

Si la peine de mort a été prononcée, l'Etat désigné par la Cour pour exécuter la peine aura la

(x) Le Conseil économique et social ou le Conseil de sécurité.

faculté de lui substituer la peine privative de liberté la plus grave dans sa législation nationale, si la peine de mort n'est pas prévue par cette législation.

Convention du
16 novembre 1937
(article 42 amendé)

Article 39

Le droit de grâce sera exercé par l'Etat chargé de l'exécution de la peine si le (x) ne manifeste pas son opposition dans un délai d'un mois à compter du jour où l'Etat en question lui a fait part de son désir d'exercer un tel droit.

Convention du
16 novembre 1937
(article 43 amendé)

Article 40

1. Contre les arrêts de condamnation rendus par la Cour, il n'y aura d'autre voie de recours que la revision.
2. La Cour déterminera par son règlement les cas dans lesquels la revision pourra lui être demandée.
3. Aurent le droit de demander la revision, les Etats mentionnés à l'article 2 et les personnes qui ont été déférées à la Cour.

Convention du
16 novembre 1937
(article 44 amendé)

Article 41

1. Les juges reçoivent des indemnités quand ils siègent, ces indemnités sont à la charge de l'Etat dont chaque juge est ressortissant, sur la base d'un barème établi par les Hautes Parties contractantes.

(x) Le Conseil économique et social ou le Conseil de sécurité.

2. Il sera institué un fonds commun alimenté par les Hautes Parties contractantes et sur lequel seront prélevés les frais de procédure et autres frais imposés par le jugement de l'affaire, y compris éventuellement les honoraires et frais de l'avocat d'office, sauf recouvrement à charge du condamné. L'indemnité spéciale du greffier et les frais du greffe seront supportés par ledit fonds.

Convention du
16 novembre 1937
(article 45 amendé)

Article 42

1. La Cour statue sur les questions qui pourraient surgir au sujet de sa propre compétence au cours d'une affaire dont elle est saisie; elle applique à cet effet les dispositions de la présente convention pour la prévention et la répression du génocide et les principes généraux du droit.

2. Si une Haute Partie contractante, autre que celle qui aura saisi le (x) conteste l'étendue de la compétence de celle-ci par rapport à ses propres juridictions nationales et si cette Haute Partie contractante ne croit pas devoir se borner à faire trancher cette question par la Cour pénale internationale en intervenant à cette fin dans la procédure, cette contestation sera considérée comme s'élevant entre cette Haute Partie contractante

(x) Le Conseil économique et social ou le Conseil de sécurité.

et la Haute Partie contractante qui aura saisi la Cour,
et elle sera réglée comme il est dit à l'article 14 de
la convention pour la prévention et la répression du
génocide.

Article 43.

Lorsque la Cour n'est pas en mesure de faire face
à une accumulation éventuelle de procès, elle pourra
constituer des sections supplémentaires. Ces sections
seront composées de sept juges. Chaque section sera
présidée par un juge titulaire de la Cour élu
par l'assemblée générale des juges titulaires et
suppléants de ladite Cour.

Les autres juges seront répartis par voie de
tirage au sort dans les différentes sections.

Si, par suite d'une accumulation de procès, le
nombre des juges titulaires ou suppléants est insu
sant, pour compléter toutes les sections créées, les
places vacantes seront attribuées par voie de tirage
au sort, aux personnes qui figurent sur la liste
au paragraphe 1 de l'article 7.

Dans tous les cas, cependant, quel que soit le
nombre des sections créées, ces sections ne pourront
être présidées que par un juge titulaire, et à défaut
d'un juge titulaire par un juge suppléant de la Cour
pénale internationale.

ANNEXE II

INSTITUTION D'UNE COUR PENALE
INTERNATIONALE AD HOC POUR LA REPRESSION DES
ACTES DE GENOCIDE

Article 1

1. Tout Etat dans un délai d'un mois à compter du jour où la convention pour la prévention et la répression du génocide est entrée en vigueur en ce qui le concerne, devra désigner deux personnes ayant une compétence reconnue en matière de droit pénal pour remplir éventuellement les fonctions de juge dans une Cour pénale internationale pour la répression du génocide.

2. Ne peuvent être désignées que des ressortissants des Hautes Parties contractantes à ladite convention.

3. Les noms des personnes ainsi désignées seront communiqués au Président de la Cour internationale de Justice qui en établira la liste.

Article 2

1. Lorsqu'il s'agit d'actes de génocide commis par des individus agissant comme organes de l'Etat ou avec l'encouragement ou la tolérance de l'Etat, toute Haute Partie contractante ainsi que tout autre Etat ayant appréhendé sur son territoire ces individus peut s'il n'est disposé ni à extradier ni à punir ces dits

individus, demander au.....(x) de les
déférer à une Cour pénale internationale.

2. L'acte par lequel un Etat demande
au (x) de déférer un accusé à cette Cour
pénale internationale doit contenir l'énoncé des
charges principales et les éléments sur lesquels
elles s'appuient.

3. Si le (x) estime devoir donner
suite à cette demande, il s'adresse d'urgence à la
Cour internationale de Justice en la priant de choisir
sur la liste prévue à l'article 1, sept juges titulai
res et sept juges suppléants.

4. Le (x) désignera égaleme
les personnes chargées de soutenir l'accusation.

Article 3

Le (x) choisira en même temps
le lieu où siègera la Cour. Si ce lieu se trouve
un territoire autre que celui où les Nations Unies
ont leur siège permanent ou sur le territoire où
son siège la Cour internationale de Justice, le
consentement de l'Etat auquel appartient ce
territoire est nécessaire.

Article 4

En vue de la constitution de la Cour pénale

(x) La demande serait adressée au Conseil économique et social ou au
Conseil de sécurité des Nations Unies.

internationale, le Président de la Cour internationale de Justice convoquera d'urgence les personnes désignées conformément à l'article 1.

Convention du
16 novembre 1937
(article 8 amendé)

Article 5

La première réunion de la Cour pénale internationale sera présidée soit par le Président ou le Vice-président de la Cour internationale de Justice, soit par un juge de cette Cour désigné à cet effet.

Au cours de cette séance qui sera publique, les membres de la Cour pénale internationale, avant d'entrer en fonctions, prendront l'engagement solennel d'exercer leurs attributions en pleine impartialité et en toute conscience.

Convention du
16 novembre 1937
(article 9)

Article 6

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent aux membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions, les privilèges et immunités diplomatiques.

Convention du
16 novembre 1937
(article 12)

Article 7

Un membre de la Cour ne peut être relevé de ses fonctions que si, au jugement unanime de tous les autres membres, titulaires et suppléants, il a cessé de répondre aux conditions requises.

Convention du
16 novembre 1937
(article 14 amendé)

Article 8

La Cour élit parmi ses membres son Président et son Vice-président.

Convention du
16 novembre 1937
(article 15)

Article 9

La Cour établira elle-même un règlement pour son fonctionnement et sa procédure.

Convention du
16 novembre 1937
(article 17)

Article 10

Les archives de la Cour sont confiées au greffier.

Convention du
16 novembre 1937
(article 18 amendé)

Article 11

La Cour siège au nombre de sept membres.

Convention du
16 novembre 1937
(article 19 (1))

Article 12

Les membres de la Cour ne peuvent participer au jugement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus à un titre quelconque. En cas de doute, la Cour décide.

Convention du
16 novembre 1937
(article 19 (2))

Article 13

Si, pour une raison spéciale, l'un des membres de la Cour estime ne pas devoir siéger dans une affaire déterminée, il en fait part au Président dès qu'il a été informé que la Cour est saisie de cette affaire.

Convention du
16 novembre 1937
(article 20 (1)
amendé)

Article 14

Si la présence de sept juges titulaires n'est pas assurée, ce nombre est parfait par l'appel en fonction de juges suppléants dans l'ordre du tableau.

Convention du
16 novembre 1937
(article 21 amendé)

Article 15

1. En ce qui concerne l'application de la loi pénale de fond, la Cour appliquera la loi du pays sur le territoire duquel l'infraction a été commise ce pays est partie à la convention et dans le cas contraire la loi du pays qui a provoqué l'intervention de la Cour conformément à l'article 2.

2. Pour toutes contestations sur la question de savoir quelle est la loi pénale de fond à appliquer, la Cour statuera.

Convention du
16 novembre 1937
(article 22 amendé)

Article 16

Si conformément à l'article 15 la Cour est appelée à appliquer la loi pénale d'un Etat qui ne compte pas de ressortissants parmi les juges siégeant dans l'affaire, elle pourra appeler à siéger à ses côtés, avec voix consultative et à titre de juriste assesseur, un jurisconsulte ayant une compétence reconnue en la matière et ressortissant dudit Etat.

Convention du
16 novembre 1937
(article 26 (2))

Article 17

Toute personne qui a été lésée directement par l'infraction pourra, si la Cour l'y autorise et dans les conditions fixées par celle-ci, se constituer partie civile; elle ne pourra prendre part au débat que lorsqu'il s'agira pour la Cour de se prononcer sur les dommages-intérêts.

Convention du
16 novembre 1937
(article 27)

Article 18

La Cour ne peut juger d'autres accusés que ceux qui lui ont été déférés, ni juger les accusés pour d'autres faits que ceux en raison desquels ils lui ont été déférés.

Convention du
16 novembre 1937
(article 28 amendé)

Article 19

La Cour abandonnera la poursuite et ordonnera la mise en liberté de l'accusé, si l'accusation est retirée par le(x)

Convention du
16 novembre 1937
(article 29 amendé)

Article 20

1. Les accusés pourront se faire défendre par des avocats faisant partie d'un barreau et agréés par la Cour.

2. Dans le cas où la défense ne serait pas assurée par un avocat choisi par l'accusé, la Cour désignera pour un accusé ou groupe d'accusés un défenseur d'office choisi parmi les avocats faisant partie d'un barreau.

Convention du
16 novembre 1937
(article 30)

Article 21

L'individu déféré pour jugement à la Cour devra recevoir communication du dossier de l'affaire ainsi que du mémoire de la partie civile.

Convention du
16 novembre 1937
(article 31)

Article 22

1. La Cour décide si l'individu qui lui est déféré doit être mis ou maintenu en état d'arrestation. Elle fixe, le cas échéant, les conditions de sa mise en liberté provisoire.

2. Pour l'exécution de la prise de corps, sur le territoire duquel siège la Cour mettra à disposition de celle-ci un lieu d'internement ainsi que le personnel de gardiens nécessaire.

(x) Le Conseil économique et social ou le Conseil de sécurité.

Convention du
16 novembre 1937
(article 32)

Article 23

Les parties pourront proposer des témoins et experts à la Cour, sous réserve pour celle-ci de décider s'il y a lieu de les citer et de les entendre. La Cour pourra toujours, même d'office, procéder à l'audition d'autres témoins et experts. Il en sera de même pour tous les éléments de preuve.

Convention du
16 novembre 1937
(article 33 amendé)

Article 24

Les commissions rogatoires dont l'envoi serait jugé utile par la Cour seront transmises, selon les méthodes fixées par son règlement, à l'Etat compétent pour leur donner suite.

Convention du
16 novembre 1937
(article 34 amendé)

Article 25

Il ne pourra être procédé devant la Cour à aucun interrogatoire, à aucune audition de témoins ou d'experts, ni à aucune confrontation qu'en présence des conseils de l'accusé et des représentants du (x)

Convention du
16 novembre 1937
(article 35 (1))

Article 26

Les audiences de la Cour sont publiques.

Convention du
16 novembre 1937
(article 36)

Article 27

Les délibérations de la Cour sont secrètes.

Convention du
16 novembre 1937
(article 37)

Article 28

Les décisions de la Cour sont prises à la majorité des juges.

(x) Le Conseil économique et social ou le Conseil de sécurité.

Convention du
16 novembre 1937
(article 38)

Article 29

Tout arrêt ou ordonnance de la Cour est motivé et lu à l'audience publique par le Président.

Convention du
16 novembre 1937
(article 39)

Article 30

1. La Cour statuera sur les confiscations et restitutions éventuelles.
2. La Cour pourra prononcer contre les individus qui lui ont été déférés des condamnations à des dommages intérêts.
3. Les Hautes Parties contractantes sur le territoire desquelles se trouvent des objets à restituer ou des biens appartenant aux condamnés sont tenues de prendre toutes les mesures prévues par leurs propres lois afin d'assurer l'exécution de ces condamnations.
4. Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent aussi lorsqu'il s'agit du recouvrement des peines pécuniaires prononcées par la Cour, ou des frais de procédure.

Convention du
16 novembre 1937
(article 40 amendé)

Article 31

1. Les peines privatives de liberté seront exécutées par la Haute Partie contractante que la Cour désignera après avoir pris son assentiment. L'Etat qui aura saisi le (x) conformément à

(x) Le Conseil économique et social ou le Conseil de sécurité.

l'article 2 ne pourra refuser son assentiment.

2. La Cour déterminera l'affectation des amendes.

Convention du
16 novembre 1937
(article 41 amendé)

Article 32

Si la peine de mort a été prononcée, l'Etat désigné par la Cour pour exécuter la peine aura la faculté de lui substituer la peine privative de liberté la plus grave dans sa législation nationale si la peine de mort n'est pas prévue par cette législation.

Convention du
16 novembre 1937
(article 42 amendé)

Article 33

Le droit de grâce sera exercé par l'Etat chargé de l'exécution de la peine si le (x)
ne manifeste pas son opposition dans un délai d'un
mois à compter du jour où l'Etat en question lui a fait
part de son désir d'exercer un tel droit.

Convention du
16 novembre 1937
(article 43 amendé)

Article 34

1. Contre les arrêts de condamnation rendus par la Cour, il n'y aura d'autre voie de recours que la révision.

2. La Cour déterminera par son règlement les cas dans lesquels la révision pourra lui être demandée.

3. Aurent le droit de demander la révision les Etats mentionnés à l'article 2 et les personnes qui ont été déférées à la Cour.

(x) Le Conseil économique et social ou le Conseil de sécurité.

Convention du
16 novembre 1937
(article 44 amendé)

Article 35

1. Les juges reçoivent des indemnités quand ils siègent. Ces indemnités sont à la charge de l'Etat dont chaque juge est ressortissant, sur la base d'un barème établi par les Hautes Parties contractantes.

2. Il sera institué un fonds commun alimenté par les Hautes Parties contractantes et sur lequel seront prélevés les frais de procédure et autres frais imposés par le jugement de l'affaire, y compris éventuellement les honoraires et frais de l'avocat d'office, sauf recouvrement à charge du condamné. L'indemnité spéciale du greffier et les frais du greffe seront supportés par ledit fonds.

Convention du
16 novembre 1937
(article 45 amendé)

Article 36

La Cour statue sur les questions qui pourraient surgir au sujet de sa propre compétence au cours d'une affaire dont elle est saisie; elle applique à cet effet les dispositions de la présente Convention pour la prévention et la répression du génocide et les principes généraux du droit.
